

Commission de réforme du droit du Canada, *Les pouvoirs de la police : les fouilles, les perquisitions et les saisies en droit pénal*, Document de travail 30, Ottawa, ministère des Approvisionnement et services, 1983, 403 pp.

Commission de réforme du droit du Canada, *Le mandat de main-forte et le télémandat*, Rapport 19, Ottawa, ministère des Approvisionnement et services, 1983, 124 pp.

Rachel Grondin

Volume 14, Number 2, 1983

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1059350ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1059350ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Éditions de l'Université d'Ottawa

ISSN

0035-3086 (print)

2292-2512 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Grondin, R. (1983). Review of [Commission de réforme du droit du Canada, *Les pouvoirs de la police : les fouilles, les perquisitions et les saisies en droit pénal*, Document de travail 30, Ottawa, ministère des Approvisionnement et services, 1983, 403 pp. / Commission de réforme du droit du Canada, *Le mandat de main-forte et le télémandat*, Rapport 19, Ottawa, ministère des Approvisionnement et services, 1983, 124 pp.] *Revue générale de droit*, 14(2), 521–523. <https://doi.org/10.7202/1059350ar>

Droits d'auteur © Faculté de droit, Section de droit civil, Université d'Ottawa, 1984

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>



Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT DU CANADA, *Les pouvoirs de la police: les fouilles, les perquisitions et les saisies en droit pénal*, Document de travail 30, Ottawa, ministère des Approvisionnement et services, 1983, 403 pp.

COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT DU CANADA, *Le mandat de main-forte et le télémandat*, Rapport 19, Ottawa, ministère des Approvisionnement et services, 1983, 124 pp.

À la fin de l'été 1983, la Commission de réforme du droit du Canada a rendu public deux travaux sur la procédure pénale: le document de travail 30 et le rapport 19. Le document de travail 30 présente le résultat de la recherche de la Commission sur l'ensemble des pouvoirs de fouille, de perquisition et de saisie reconnus à la police en matière pénale et le 19^e rapport traite plus particulièrement de deux des quarante-huit recommandations contenues dans ce document de travail, soit celles concernant le mandat de main-forte et le télémandat. Le plus volumineux des deux textes portant sur l'ensemble des pouvoirs de fouille, de perquisition et de saisie de la police a été publié le premier et il s'adresse aux juristes, aux organes législatifs et au public en général. Il a pour but de susciter des commentaires pour la préparation d'un rapport ultérieur au Parlement. Un premier rapport a déjà été fait depuis sur le mandat de main-forte et le télémandat.

Le rapport 19 a été déposé au Parlement dès le mois de septembre par le ministre de la Justice et procureur général du Canada et on y recommande 1) l'abolition immédiate du mandat de main-forte ainsi que 2) la possibilité pour les agents de la paix d'obtenir un mandat de perquisition par téléphone ou autre moyen de télécommunication lorsqu'il est matériellement impossible pour eux de comparaître personnellement devant un juge de paix. Étant donné que le document de travail 30 recommandait l'abolition du mandat de main-forte et la délivrance d'un télémandat a été rendu public le 18 août 1983 alors que le rapport 19 avait déjà été envoyé au Ministre de la justice depuis juillet, on constate que la Commission a décidé de présenter au Parlement des recommandations définitives sur cet aspect de la procédure pénale (mandat de main-forte et télémandat) sans attendre la réponse du public. Aussi le ministre de la Justice a réagi très rapidement relativement à ces deux recommandations. Dès le lendemain de la publication du document de travail 30, soit le 19 août 1983, l'honorable McGuigan a déclaré qu'il recommandera la suppression du mandat de main-forte parce que celui-ci permet aux autorités policières d'être les seuls juges de l'opportunité d'opérer une fouille, une perquisition ou une saisie ce qui est contraire au principe voulant que toute atteinte aux droits de la personne soit subordonnée à une autorisation judiciaire. De plus, la semaine suivante, il a commencé une certaine consultation au sujet de l'instauration du télémandat¹. La vitesse de la réaction positive du Ministre sur ces deux questions nous permet de croire que les recommandations de la Commission trouveront réponse bientôt dans la législation.

Dans son ensemble, le document de travail 30 de la Commission de réforme du droit du Canada est une étape dans la codification, la rationalisation et la réforme des pouvoirs de fouille, de perquisition et de saisie concernant les infractions au Code criminel ou dans une autre loi fédérale. En plus de proposer divers changements particuliers relativement à certains pouvoirs de la police en droit pénal, la contribution majeure de cette recherche tient au fait qu'elle prévoit un régime unique et exhaustif pour tous ces pouvoirs. Il s'agit d'une réorganisation complète des pouvoirs de fouille, de perquisition et de saisie de la police fondée sur le principe que les perquisitions avec mandats constituent la règle générale alors que les perquisitions sans mandat sont l'exception. Selon ce document, la Commission a fait une

¹ Ces recommandations ont été discutées lors de la réunion des Chefs de police à Calgary à la fin août 1983 et lors de la Conférence sur l'uniformisation des lois du Canada à Québec à la même époque.

recherche approfondie, tant du point de vue de la jurisprudence que de la doctrine sur cet aspect de la procédure pénale. Cette révision d'envergure de certains pouvoirs de recherche de la police est présentée de façon très claire; la première partie étant consacrée à la situation actuelle et la nécessité d'une réforme alors que la deuxième partie porte plutôt sur l'élaboration d'un nouveau régime.

Voici certains points saillants de ce document relevés dans une «communication» de la Commission de réforme du droit du Canada sur le document de travail 30:

— les perquisitions sans mandat ne sont admises que lorsqu'elles sont concomitantes d'une arrestation ou lorsque le délai nécessaire à l'obtention d'un mandat aurait pour effet de mettre en danger la vie humaine ou la sécurité, ou encore avec le consentement de la personne concernée.

— La fouille «de consentement»: avant de fouiller sans mandat une personne ou de perquisitionner sans mandat dans un lieu ou un véhicule, la police doit obtenir le consentement écrit de la personne visée par la fouille ou la perquisition.

— Le mandat de main-forte devrait être aboli.

— Des dispositions prévoyant la délivrance d'un «télémandat» devraient être adoptées: le mandat de perquisition peut être délivré par téléphone ou par un autre moyen de télécommunication.

— La fouille de corps nu et l'examen des orifices corporels ne sont admis qu'en vertu d'un mandat; ils doivent être effectués par un médecin qualifié et dans le respect de l'intimité de la personne examinée.

— Les entrées, les fouilles, les perquisitions et les saisies clandestines sont interdites; l'agent de la paix doit remettre une copie du mandat de perquisition à l'occupant des lieux avant d'entrer ou dès que possible par la suite; si les lieux sont inoccupés, une copie du mandat doit être affichée sur les lieux de façons convenable.

— Toute personne doit avoir accès à la «dénonciation sous serment» qui est présentée par la police afin d'obtenir un mandat de perquisition, immédiatement après l'exécution du mandat.

— La publication ou la diffusion du contenu d'une «dénonciation sous serment» ou d'un mandat sont interdites jusqu'à ce que l'interdiction soit levée, à la demande de la personne visée par la perquisition ou la saisie, par ordonnance d'un juge d'une cour supérieure, ou par la libération, l'acquiescement ou la condamnation de toute personne susceptible d'être poursuivie par suite de la perquisition ou de la saisie.

— Le mandat de perquisition ne devrait être exécutoire que pendant huit jours.

— Adoption de la doctrine des objets «bien en vue»: lorsqu'un policier effectue une perquisition légale, ou se trouve légalement dans un lieu, il peut saisir sans mandat le produit d'une infraction, la preuve de la perpétration d'une infraction ou de la contrebande.

— Les comptes bancaires peuvent faire l'objet d'une ordonnance de gel temporaire, rendue par un juge d'une cour supérieure, lorsque les policiers ont besoin d'un délai pour retrouver, dans des dossiers comptables, des fonds obtenus illégalement.

Étant donné que la plupart des recommandations faites par la Commission dans le document 30 sont distinctes les unes des autres, celles-ci peuvent être déposées à la pièce au Parlement malgré les liens qu'elles présentent entre elles et le fait qu'elles proviennent d'une révision d'ensemble. C'est ainsi que le Ministre de la justice a déjà déposé au Parlement le

rapport 19 de la Commission proposant l'abolition du mandat de main-forte et l'instauration d'un télémandat. Ce 19^e rapport de la Commission de réforme du droit du Canada contient un projet de dispositions législatives avec des règles pour l'obtention d'un télémandat mais ne prévoit aucune disposition législative particulière concernant l'abolition du mandat de main-forte. Ce choix de la Commission dans la présentation de ces deux recommandations démontre que l'abolition du mandat de main-forte est une proposition d'ordre général qui ne doit souffrir d'aucune exception alors que l'instauration du «télémandat» est plutôt une mesure accessoire. Ceci a permis au Ministre de la justice de dire qu'il recommandera l'abolition du mandat de main-forte même si son ministère n'est pas d'accord avec la conclusion de la Commission qui a déclaré de façon non équivoque que le mandat de main-forte était inconstitutionnel alors qu'il est demeuré plus discret au sujet du «télémandat».

Le 19^e rapport de la Commission est très important en procédure pénale canadienne car il traite de deux aspects soulevant à la fois des dimensions historiques, constitutionnelles et comparatives. Les idées émises ne sont pas nouvelles en soi mais elles font partie de cette grande dichotomie qui est toujours d'actualité entre la protection des droits de la personne et l'administration efficace de la justice. La partie du rapport sur le mandat de main-forte est beaucoup plus intéressante et prédomine en importance sur celle se rapportant au télémandat car le changement proposé attaque toute une philosophie relative aux pouvoirs de la police. La Commission démontre clairement que le mandat de main-forte n'a pas sa place dans une société comme la nôtre. Les trois quarts du rapport sont consacrés à l'abolition du mandat de main-forte (pp. 3 à 87) même si la recommandation est très simple. Nous considérons plus faible et moins convainquante la deuxième partie portant sur l'instauration du télémandat dans la procédure pénale canadienne.

En conclusion, le document de travail 30 de la Commission de réforme du droit du Canada ainsi que le rapport 19 fait au Parlement constituent deux ouvrages de grande importance dans la réforme de la procédure pénale canadienne. Ce sont des études très intéressantes pour tous les citoyens parce qu'elles traitent de pouvoirs qui touchent de près la liberté de chaque individu et qu'elles proposent d'éliminer l'actuelle prolifération des pouvoirs de fouille, de perquisition et de saisie de la police. Il s'agit d'une recherche de très haute qualité.

Comme l'orientation du document de travail 30 est conforme au principe de droit pénal selon lequel les pouvoirs nécessaires à la conduite des enquêtes criminelles, à l'arrestation et à la détention des contrevenants devraient être prévus et définis clairement sans empiéter de façon abusive ou arbitraire sur les droits et libertés des personnes, il est à espérer que la plupart des recommandations du document feront prochainement parties d'une réforme législative. Cette publication répond aux exigences d'une nouvelle législation (*Charte canadienne des droits et libertés*) tout en profitant des développements de la technologie moderne.

Rachel GRONDIN,
professeur
Faculté de droit,
Section de droit civil,
Université d'Ottawa.